



Alternativa Sindical de Clase

C/ Gran Vía, nº 40 – 5º 1ª, 28013 Madrid

Tfno.: 915271808, Fax: 915273793

www.sindicatoAST.org

sindicatoast@sindicatoast.org

Le combat continue à Telefónica-Movistar

Le syndicalisme jaune des organisations affiliées au CES et le patronat espagnol poursuivent leurs projets de destruction d'emplois dans une entreprise comme Telefónica-Movistar. Face à cette barbarie, on retrouve le syndicat Alternativa Sindical de Clase, affilié à la Fédération syndicale mondiale, qui mène une fois de plus une semaine de mobilisations contre le licenciement de 3.421 travailleurs de la multinationale de télécommunications.

La journée de grève déclenchée le 20 décembre a été suivie d'une semaine de mobilisations pour la défense de nos emplois. Ainsi, mardi 13 février prochain, une assemblée télématique a été convoquée pour atteindre le dernier travailleur en Espagne. Le mercredi 14 février, un rassemblement est convoqué dans la ville des communications de Madrid, où l'entreprise a son siège et la plupart de son personnel. Et le jeudi 14 février, une grève est appelée pour toute la journée, à laquelle s'ajoutent des concentrations dans le centre de Madrid, Barcelone et Séville.

Le syndicalisme collaboratif au sein de la multinationale a dépassé toutes les lignes rouges et permettra à l'entreprise non seulement de détruire 3.421 emplois pour précariser l'activité, mais aussi de licencier de force de nombreux travailleurs.

Aux drames personnels, il faut ajouter le coût social pour les caisses de l'État, qui collectera moins d'impôts sur les salaires, ainsi que le fait de devoir assumer les dépenses dérivées du paiement des allocations de chômage auxquelles de nombreux travailleurs devront recourir.

Le grand bénéficiaire de cette opération sera l'entreprise et, in fine, les grands actionnaires. Des fonds vautours, comme Blackrock ou Saudi Telecom, des grandes banques, comme Banco Bilbao Vizcaya ou La Caixa, qui ont acquis des actions d'une entreprise autrefois publique et privatisée dans le cadre de la stratégie de projet de l'Union européenne.

Mais aussi les agents sociaux CCOO et UGT, affiliés au CES et à la CSI, qui continueront à recevoir d'importantes sommes de subventions de la part des employeurs en tant que partenaires de l'entreprise Fonditel qui gère le Plan d'Affaires Privé et qui affronte la défense des retraites publiques. comme nous le défendons dans notre syndicat.

Nous informons la Fédération syndicale mondiale et l'Union internationale des syndicats des transports, des ports, de la pêche et des communications de notre lutte afin qu'elle soit rendue publique et étendue à la classe ouvrière mondiale. En plus d'avoir en perspective une certaine forme de mobilisation à l'échelle internationale contre le processus de précarité des emplois qui cause tant de dégâts à la classe ouvrière, en l'occurrence dans le secteur des télécommunications.